



Communiqué du syndicat national CGT-Environnement

29 novembre 2024

soutenu par la Fédération nationale Equipement-Environnement de la CGT

Crise agricole : le désarroi des agriculteurs instrumentalisé par l'agro-industrie pour affaiblir la protection de l'environnement

Les attaques des syndicats agricoles acquis au modèle agro-industriel contre les établissements et services de l'Etat chargés de la protection de l'environnement ne datent pas d'hier. **Mais aujourd'hui, à l'approche d'élections professionnelles cruciales, nous assistons à un déchainement de violences sans précédent.**

Pour ne citer que les attaques les plus récentes contre l'OFB :

- Tarn-et-Garonne : le 8 octobre, suite à une réunion à la Chambre d'agriculture de Montauban, les écrous de roue du véhicule du chef de service de l'OFB ont été retirés. Heureusement, notre collègue a constaté le sabotage avant qu'un drame n'arrive !
- Creuse : à Guéret, le 19 novembre après une manifestation devant la Préfecture, puis une attaque contre les locaux de la MSA, une trentaine d'agriculteurs ont déposé des ordures devant l'OFB, puis ont pénétrés dans les locaux. De nombreuses détériorations ont été constatées ainsi que le vol de documents, dont des procédures judiciaires en cours.
- Ardennes : le 19 novembre, de nombreux déchets et détritres sont déversés devant la Préfecture, la MSA, les locaux de la DDT et ceux de l'OFB. Un véhicule de l'établissement, sortant du site avec deux collègues, est heurté volontairement par un tracteur.
- Côte d'Or : à Montbard, le 2 novembre, environ 250 agriculteurs se sont réunis devant les locaux de l'OFB pour y déverser du fumier et produire de nombreux tags
- Vienne : à Poitiers, le 27 novembre, la FNSEA et les JA déversent du fumier et des déchets devant les locaux de l'OFB.

Au total, depuis le début de l'année, une trentaine de plaintes ont été déposées par l'établissement en réponse à des agressions et autres dégradations.

Les motifs de protestation contre l'OFB sont infondés.

La FNSEA, son antichambre des Jeunes Agriculteurs et la Coordination Rurale ciblent l'OFB en prétextant d'un acharnement judiciaire et d'une pression de contrôle insupportable.

En réalité, leurs reproches envers l'OFB ne résistent pas à l'examen des faits :

- Contrôles trop nombreux : L'OFB mène très peu de contrôles administratifs. 3 000 en 2023, pour près de 400 000 exploitations agricoles, soit 0,75% ! Ce qui représente un contrôle tous les 130 ans ... Seules les constatations d'infraction sont faites de manière inopinée, et là encore, le nombre de procédures est faible avec environ 1200 procès-verbaux en 2023, soit une douzaine en moyenne par département.
- Attitude agressive des agents : aucune plainte d'exploitant n'a été déposée à notre connaissance. La mission interministérielle d'inspection de début 2024 conclut qu'un très petit nombre de contrôles conflictuels ont été montés en épingle.

- Port de l'arme de service : cet équipement est indispensable pour la sécurité des agents, comme il l'est pour la Gendarmerie et la Police Nationale. Les interventions auprès de tous les types d'usagers nécessitent un équipement de protection.

Quels est le véritable objectif de nos détracteurs ?

Les causes des difficultés d'une grande partie des agriculteurs, surtout les exploitations paysannes de taille raisonnable, sont bien connues :

- Un modèle économique libéral et la mise en concurrence permanente, sous perfusion d'aides publiques, captées par les plus riches, en particulier au titre de la Politique Agricole Commune ;
- Une dépendance aux agro-industries, en amont (engins de plus en plus coûteux, fertilisants de synthèse, traitements phytosanitaires, antibiotiques pour les élevages) comme en aval (transformation des produits, négoce) souvent dominées par de puissantes multinationales ;
- Des difficultés d'accès à la terre à cause d'un système d'attribution qui privilégie les adhérents des syndicats productivistes ;
- L'insuffisance des incitations publiques pour le développement d'une agriculture biologique et paysanne, durable, respectueuse des écosystèmes ;
- Un manque d'appui pour comprendre et appliquer les réglementations environnementales, ce qui relève pleinement du rôle des Chambres d'Agriculture ;
- Des conditions environnementales dégradées du fait du changement climatique, de la perte de fertilité des sols et de la disparition des auxiliaires des cultures.

La FNSEA, les JA et la Coordination Rurale, au lieu de remettre en cause le modèle économique qui fait mourir l'agriculture, pointent un autre « bouc-émissaire » : la protection des milieux naturels et de la biodiversité. Alors que le modèle agricole intensif est incompatible avec une sérieuse prise en compte de l'effondrement de la biodiversité, ces syndicats exigent la levée des « contraintes environnementales ». Ces militants de l'agro-industrie revendiquent leur droit à s'accaparer les ressources, comme l'eau et les sols, ainsi qu'à détruire et à polluer les biens communs. Toujours la même histoire de la privatisation des profits et de la collectivisation des pertes. Il revient alors aux collectivités de payer pour dépolluer les eaux souillées de pesticides et de fertilisants.

En étant clair et précis, sous le terme « contraintes environnementales », il y a la préservation des cours d'eau, des zones humides, du bocage, de la qualité de l'eau, sa potabilité et sa répartition équitable entre tous les usagers, la lutte contre les pollutions de l'air et des sols, les insectes pollinisateurs, la gestion de la faune sauvage, etc. La protection de ces enjeux est d'intérêt général. La dégradation de ce patrimoine n'est pas acceptable dans un contexte de changement climatique et d'érosion massive de la biodiversité.

Comment sortir de cette impasse et mettre fin aux violences contre l'OFB ?

Notre organisation syndicale propose des actions concrètes pour revenir à des relations constructives avec l'ensemble du monde agricole.

Dans l'immédiat :

- Le Gouvernement doit condamner fermement toute manifestation violente et toute dégradation envers l'OFB ou les autres services et opérateurs de l'Etat (DDTM, DREAL, ANSES, INRAE, ...) ;
- Les forces de l'ordre, sous l'autorité des Préfets, doivent intervenir pour protéger les agents, les bâtiments et les véhicules de l'OFB ;
- La Direction générale de l'OFB doit continuer à porter plainte pour toutes les dégradations matérielles et les agressions - même verbales - d'agents ;

- Une réunion de crise doit être organisée par les Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, en convoquant les syndicats FNSEA, JA et CR, exigeant l'arrêt immédiat des agressions, en y associant aussi la Confédération Paysanne, seul syndicat à adopter une attitude responsable ;
- Les membres du Conseil d'Administration de l'OFB issus des syndicats agricoles doivent condamner formellement les exactions commises par leurs branches départementales, ou bien remettre leur démission.

Et à moyen terme :

- Les Chambres d'Agriculture doivent s'engager à former et conseiller les agriculteurs sur les réglementations environnementales (intérêt, mise en œuvre, intervenants), avec des moyens dédiés et des objectifs partagés ;
- Une campagne d'information doit être portée par l'Etat, sur les missions de l'OFB et sur l'urgence de respecter le droit de l'Environnement, afin de mettre un coup d'arrêt à la désinformation, orchestrée à l'échelle nationale.

Dans un contexte de changement climatique et d'érosion massive de la biodiversité, le Gouvernement doit donner à l'OFB les moyens d'une politique de préservation des ressources naturelles et de la biodiversité ambitieuse, au bénéfice de tous les citoyens, au lieu du désaveu actuel et de la réduction d'effectif prévue. **Protéger l'environnement n'est pas une lubie d'écologistes, mais une nécessité pour protéger notre santé et l'avenir de nos sociétés.**

Il est temps que la minorité radicalisée des agri-terroristes cesse de faire la pluie et le beau temps dans les campagnes, à force de lobbying à Paris comme à Bruxelles. Les personnels de l'OFB, au service de l'intérêt général, contrarient occasionnellement les intérêts de quelques prédateurs insatiables. Il est logique que ça les agace. **En revanche, il est scandaleux que les pouvoirs publics laissent ces agents en première ligne sans soutien.** Il est temps que nos responsables politiques, à commencer par les ministres en charge de l'écologie et de l'agriculture, cessent leur inaction coupable.

Contacts : Sylvain Michel : 06 45 69 96 25, Vincent Vauclin : 06 80 32 96 91

Quelques articles récents :

<https://www.lamontagne.fr/gueret-23000/faits-divers/vols-de-documents-confidentiels-degradations-en-creuse-l-ofb-porte-plainte-la-coordination-rurale-dement-14598770/>

<https://www.bienpublic.com/economie/2024/11/26/les-agriculteurs-ont-manifeste-devant-l-office-de-la-biodiversite>

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/finistere/on-ne-veut-plus-de-l-ofb-sur-nos-exploitations-pourquoi-l-office-francais-de-la-biodiversite-est-dans-le-viseur-des-agriculteurs-3067126.html>

<https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/biodiversite/enquete-franceinfo-l-office-francais-de-la-biodiversite-cette-police-de-l-environnement-qui-perd-du-terrain-face-au-monde-agricole-6816017.html>

<https://www.politis.fr/articles/2024/11/agriculture-ecologie-mercrosur-une-proposition-de-loi-surfe-sur-la-colere-agricole-pour-violemment-attaquer-lenvironnement/>

<https://reporterre.net/L-Office-francais-de-la-biodiversite-bouc-emissaire-facile-de-la-crise-agricole>

https://www.huffingtonpost.fr/environnement/article/crise-des-agriculteurs-l-ofb-visee-ces-flics-verts-s-estiment-traites-en-bouc-emissaire_242806.html